



Corpus de ressources



Liberté de Conscience

Ce corpus de ressources vient appuyer les modules de formation autour de la Liberté de Conscience. Ce corpus regroupe toute source utile et officielle. Le concepteur n'est pas à l'origine de l'invalidité possible de certains liens.



SOMMAIRE

I/ Instruments internationaux.....	p.3 à 12
II/ Instruments régionaux.....	p.13 à 17
Constitutions et lois nationales.....	
III/ Documents complémentaires.....	p.18
Manuels, guides et outils.....	p.18 à 26
Ouvrages en ligne.....	p.26 à 34
Rapports et documents.....	p.34 à 36
Textes philosophiques.....	p.36 à 39
Articles de presse.....	p.39 à 42
Sites.....	p.42 à 49
Séquences vidéo et filmographie.....	p.49 à 52
Dessins et posters.....	p.52 à 53

I. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

1. La Charte des Nations Unies

Date	26 juin 1945
Lien	http://www.un.org/fr/charter-united-nations/
Présentation, Partie pertinente	Convention internationale, la Charte des Nations Unies fixe les grands principes des relations internationales, depuis l'égalité souveraine des États jusqu'à l'interdiction d'employer la force dans ces relations L'article 1.3 énonce dans ces articles de " respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. "
Type de ressource	La Charte a été signée à San Francisco le 26 juin 1945, à la fin de la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale, et est entrée en vigueur le 24 octobre 1945. Le Statut de la Cour internationale de Justice fait partie intégrante de la Charte.

2. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Date	10 décembre 1948
Lien	http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html
Présentation, Partie pertinente	les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris au Palais de Chaillot (résolution 217 A (III)). Article 18 <i>Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.</i>
Type de ressource	Document fondateur et déclaration de principes des droits humains. Les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale des NU l'ont adopté à Paris au Palais de Chaillot (résolution 217 A (III)).

3. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

Date	9 décembre 1948
Lien	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CrimeOfGenocide.aspx
Présentation, Partie pertinente	Selon l'article 2 de cette convention, le génocide se définit comme tout acte commis « avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux.
Type de ressource	Convention des Nations Unies.

4. Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales

Date	Rome, 4 novembre 1950
Lien	https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680063776
Présentation, Partie pertinente	Convention signée par les gouvernements membres du Conseil de l'Europe, Selon l'Article 9 – Liberté de pensée, de conscience et de religion : Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.
Type de ressource	Instrument régional.

5. Convention relative au Statut des Réfugiés

Date	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/StatusOfRefugees.aspx
Lien	28 juillet 1951
Présentation, Partie pertinente	Dans l'Article 4 de la Convention, Il est fait référence au fait que l'on doit accorder aux réfugiés les mêmes droits qu'aux nationaux en ce qui concerne “ la liberté de pratiquer leur religion et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants. ”
Type de ressource	Convention des Nations Unies.

6. Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement

Date	14 décembre 1960
Lien	http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=12949&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
Présentation, Partie pertinente	<p>Article premier 1. Aux fins de la présente Convention, le terme « discrimination » comprend toute distinction, exclusion, limitation ou préférence qui, fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la condition économique ou la naissance, a pour objet ou pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de traitement en matière d'enseignement</p> <p>Article 5. Les États parties à la présente Convention conviennent: a. Que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et qu'elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.</p>
Type de ressource	Convention internationale de l'UNESCO.

7. Convention relative au statut des apatrides

Date	6 juin 1960
Lien	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/StatelessPersons.aspx
Présentation, Partie pertinente	Les Articles 3, 4 de la Convention contiennent les mêmes idées de respect de la religion ou de la croyance , comme exposé dans la Charte des Nations Unies et dans la Convention relative au Statut des Réfugiés.
Type de ressource	Convention des NU Adoptée le 28 septembre 1954 par une conférence de plénipotentiaires réunie en application des dispositions de la résolution 526 A (XVII) du Conseil économique et social en date du 26 avril 1954 Entrée en vigueur : le 6 juin 1960, conformément aux dispositions de l'article 39.

8. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Date	21 décembre 1965
Lien	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CERD.aspx
Présentation, Partie pertinente	L'Article 5 énonce que pour se conformer totalement à cette convention, il faut inclure le droit à la liberté de religion ou de conviction pour tous les groupes ethniques et raciaux , suivi d'autres droits et libertés fondamentales.
Type de ressource	

9. Declaration on religious freedom dignitatis humanae

Date	7 décembre 1965
Lien	DECLARATION ON RELIGIOUS FREEDOM <i>DIGNITATIS HUMANAЕ</i>
Présentation, Partie pertinente	C'est une déclaration sur la liberté religieuse pour l'Eglise Catholique, adoptée par le second conseil du Vatican : le premier paragraphe demande que la vraie religion (unique) subsiste dans l'Eglise Catholique et Apostolique. Le titre « dignité humaine », toutefois, est étendu à tous les membres de la famille et à la liberté de conscience sans coercition. Le titre est proche de la formulation du préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme – « Alors que la reconnaissance de la dignité inhérente et des droits inaliénables et égaux de tous les membres de la famille est la fondation de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. »
Type de ressource	

10. Pacte international relatif aux Droits civils et politiques

Date	16 décembre 1966
Lien	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx
Présentation, Partie pertinente	Adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966 Entrée en vigueur: le 23 mars 1976, conformément aux dispositions de l'article 49. Selon l'Article 18 : 1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement. 2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix. 3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui. 4. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.
Type de ressource	Instrument international. Droit international des droits de l'homme.

11. La Convention interaméricaine relative aux Droits de l'Homme

Date	22 novembre 1969
Lien	https://www.cidh.oas.org/basicos/french/c.convention.htm
Présentation, Partie pertinente	<p>Préambule</p> <p>Les Etats Américains signataires de la présente Convention :</p> <p><u>Réaffirmant</u> leur propos de consolider sur ce continent, dans le cadre des institutions démocratiques, un régime de liberté individuelle et de justice sociale, fondé sur le respect des droits fondamentaux de l'homme;</p> <p><u>Reconnaissant</u> que les droits fondamentaux de l'homme ne découlent pas de son appartenance à un Etat donné, mais reposent sur les attributs de la personne humaine, ce qui leur justifie une protection internationale, d'ordre conventionnel, secondant ou complétant celle que procure le droit interne des Etats Américains;</p> <p><u>Considérant</u> que ces principes ont été consacrés dans la Charte de l'Organisation des Etats Américains, dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qu'ils ont été réaffirmés et développés par d'autres instruments internationaux, de portée tant universelle que régionale;</p> <p>[...]</p>
Type de ressource	La Convention est Adoptée à San José, Costa Rica, le 22 novembre 1969, à la Conférence spécialisée interaméricaine sur les Droits de l'Homme).

12. Déclaration sur la race et les préjugés raciaux

Date	27 novembre 1978
Lien	http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13161&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
Présentation, Partie pertinente	<p>Selon l'Article 3 : Est incompatible avec les exigences d'un ordre international juste et garantissant le respect des droits de l'homme toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale ou sur l'intolérance religieuse motivée par des considérations racistes.</p>
Type de ressource	Déclaration de La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris, en sa vingtième session, du 24 octobre au 28 novembre 1978.

13. La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples

Date	18 juin 1981
Lien	http://www.achpr.org/files/instruments/achpr/achpr_instr_charter_fra.pdf

Présentation, Partie pertinente	<p>Les Etats africains membres de L'OUA, parties à la présente Charte qui porte le titre de "Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.</p> <p>Préambule :</p> <p>[...]</p> <p>Considérant la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, aux termes de laquelle, "la liberté, l'égalité, la justice et la dignité sont des objectifs essentiels à la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains";</p> <p>Réaffirmant l'engagement qu'ils ont solennellement pris à l'Article 2 de ladite Charte, d'éliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique, de coordonner et d'intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique, de favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;</p> <p>Tenant compte des vertus de leurs traditions historiques et des valeurs de civilisation africaine qui doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des droits de l'homme et des peuples ;</p> <p>Convaincus qu'il est essentiel d'accorder désormais une attention particulière au droit au développement; que les droits civils et politiques sont indissociables des droits économiques, sociaux et culturels, tant dans leur conception que dans leur universalité, et que la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels garantit la jouissance des droits civils et politiques ;</p> <p>Conscients de leur devoir de libérer totalement l'Afrique dont les peuples continuent à lutter pour leur indépendance véritable et leur dignité et s'engageant à éliminer le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid, le sionisme, les bases militaires étrangères d'agression et toutes formes de discrimination, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'opinion politique; [...]</p>
Type de ressource	La Charte a été adoptée par la dix-huitième conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, le 18 juin 1981, à Nairobi, Kenya.

14. Déclaration sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

Date	25 novembre 1981
Lien	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ReligionOrBelief.aspx (fr) http://www.ohchr.org/AR/ProfessionalInterest/Pages/ReligionOrBelief.aspx (ar)
Présentation, Partie pertinente	<p>Article premier :</p> <p>1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté d'avoir une religion ou n'importe quelle conviction de</p>

	<p>son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.</p> <p>2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir une religion ou une conviction de son choix.</p> <p>3. La liberté de manifester sa religion ou sa conviction ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité publique, de l'ordre public, de la santé ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.</p>
Type de ressource	Déclaration Proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 novembre 1981 (résolution 36/55).

15. Convention relative aux Droits de l'Enfant

Date	20 novembre 1989
Lien	http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
Présentation, Partie pertinente	L'Article 14 de la Convention identifie les droits de l'enfant tels que la liberté de religion ou de conviction . Il diffère de l'article 5 de la Déclaration des Nations Unies de 1981 par le fait qu'il respecte les droits et les devoirs des parents ou des représentants légaux, mais insiste sur le fait que ces derniers guident l'enfant dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui correspond au développement de ses capacités, et appelle les Etats à limiter les pratiques de religions ou de convictions qui peuvent porter atteintes à l'enfant, comme mentionné dans l'Article 18, paragraphe 3 du Pacte sur les Droits Civils et Politiques. Un enfant est défini comme tout être humain âgé de moins de 18 ans.
Type de ressource	Convention des NU adoptée et ouverte à la signature, ratification et adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989. Entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49.

16. La Charte Africaine des Droits de l'Homme et du bien être de l'Enfant

Date	Juillet 1990
Lien	http://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/afr_charter_rights_welfare_child_africa_1990f.pdf
Présentation, Partie pertinente	<p>Les Etats africains membres de l'Organisation de l'unité africaine parties à la présente Charte intitulée « Charte africaine sur les droits et le Bien-être de l'Enfant ».</p> <p>Préambule [...] Considérant que la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine reconnaît l'importance primordiale des droits de l'homme et que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples a proclamé et convenu que toute personne peut se prévaloir de tous les droits et libertés reconnus et garantis</p>

	<p>dans ladite Charte, sans aucune distinction de race, de groupe ethnique, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'appartenance politique ou autre opinion, d'origine nationale et sociale, de fortune, de naissance ou autre statut.</p> <p>Rappelant que la Déclaration sur les droits et le Bien-être de l'Enfant africain adoptée par l'Assemblée des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, réunie en sa seizième session ordinaire à Monrovia (Liberia) du 17 au 29 juillet 1979, par laquelle elle reconnaît prendre toutes mesures appropriées pour promouvoir et protéger les droits et le Bien-être de l'Enfant africain.</p> <p>Notant avec inquiétude que la situation de nombreux enfants africains due aux seuls facteurs socio-économiques, culturels, traditionnels, de catastrophes naturelles, de points démographiques, de conflits armés, ainsi qu'aux circonstances de développement, d'exploitation, de la faim, de handicaps, reste critique et que l'enfant, en raison de son immaturité physique et mentale, a besoin d'une protection et de soins spéciaux. [...]</p>
Type de ressource	Charte adoptée par la vingt-sixième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à Addis-Abeba en Ethiopie en juillet 1990.

17. Déclaration de principes sur la tolérance

Date	16 novembre 1995
Lien	http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001518/151830fo.pdf
Présentation,	Déclaration adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa vingt-huitième session Paris, le 16 novembre 1995.
Partie pertinente	Signification de la tolérance 1.1 La tolérance est le respect, l'acceptation et l'appréciation de la richesse et de la diversité des cultures de notre monde, de nos modes d'expression et de nos manières d'exprimer notre qualité d'être humains. Elle est encouragée par la connaissance, l'ouverture d'esprit, la communication et la liberté de pensée, de conscience et de croyance. La tolérance est l'harmonie dans la différence. Elle n'est pas seulement une obligation d'ordre éthique ; elle est également une nécessité politique et juridique. La tolérance est une vertu qui rend la paix possible et contribue à substituer une culture de la paix à la culture de la guerre.
Type de ressource	Déclaration de l'UNESCO.

18. La Charte Arabe des Droits de l'Homme

Date	Mai 2004
Lien	https://www.acihl.org/texts.htm?article_id=16
Présentation,	Préambule

Partie pertinente	<p>[...]</p> <p>Procédant de la foi de la Nation arabe dans la dignité de l'Homme que Dieu a honoré depuis la création du monde et dans le fait que la patrie arabe est le berceau des religions et des civilisations dont les nobles valeurs ont consacré le droit de l'homme a une vie digne fondée sur la liberté, la justice et l'égalité.</p> <p>[...]</p> <p>Rejetant toutes les formes de racisme et le sionisme qui constituent une violation des droits de l'homme et une menace pour la paix et la sécurité internationales, réaffirmant les principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et tenant compte de la Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam</p> <p>[...]</p>
Type de ressource	<p>Le 15 janvier 2008, la Charte arabe des droits de l'Homme de 2004 est entrée en vigueur, d'après son article 49 exigeant la ratification des sept Etats arabes membres de la Ligue des Etats arabes, Jordanie, Bahreïn, Lybie, Algérie, Emirats arabes unis, Palestine et Yémen, marquant ainsi une nouvelle étape dans le domaine de la protection des droits de l'Homme dans le monde arabe.</p> <p>Le Sommet de la Ligue des Etats arabes, tenu à Tunis en mai 2004, a adopté cette nouvelle version de la Charte arabe. Elle contient un préambule et 53 articles.</p>

19. La Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne

Date	26 octobre 2012
Lien	http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012P/TXT&from=FR
Présentation, Partie pertinente	<p>Préambule</p> <p>Les peuples d'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes.</p> <p>[...]</p> <p>La présente Charte, réaffirme, dans le respect des compétences et des tâches de l'Union, ainsi que du principe de subsidiarité, les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux Etats membres, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par l'Union et par le Conseil de l'Europe, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'Homme. [...]</p>
Type de ressource	Le Parlement européen, le Conseil et la Commission proclament solennellement en tant que Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne.

20. Résolution adoptée par le Conseil des Droits de l'Homme : Liberté de religion ou de conviction

Date	8 avril 2016
Lien	https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G15/072/11/PDF/G1507211.pdf?OpenElement (fr)
Présentation, Partie pertinente	Le Conseil des Droits de l'Homme, Insistant sur l'importance de l'éducation dans la promotion de la tolérance qui consiste pour la population à accepter et à respecter sa diversité, notamment en ce qui concerne l'expression religieuse. Souligne que chacun a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction, notamment la liberté d'avoir ou de ne pas avoir ou de choisir une religion ou une conviction et de la manifester, individuellement ou collectivement, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement de rites, y compris le droit de changer de religion ou de conviction.
Type de ressource	Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme.

21. Note du Secrétaire général

Élimination de toutes les formes d'intolérance fondées sur la religion

Date	2 août 2016
Lien	https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N16/244/99/PDF/N1624499.pdf?OpenElement (fr) https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N16/244/96/PDF/N1624496.pdf?OpenElement (ar)
Présentation, Partie pertinente	Le Secrétaire général des NU transmet à l'Assemblée générale le rapport d'activité du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt, présenté en application de la résolution 70/158 de l'Assemblée générale.
Type de ressource	Note du Secrétaire général.

22. International standards on freedom of religion or belief

Source	http://www.ohchr.org/EN/AboutUs/Pages/WhoWeAre.aspx
Lien	http://www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomReligion/Pages/Standards.aspx
Présentation, Partie pertinente	Différents textes et instruments internationaux compilés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme.
Type de ressource	Textes et divers liens vers des textes internationaux.

II. Instruments régionaux

CONSTITUTIONS ET LOIS NATIONALES.

1. Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Date	26 août 1789
Lien	http://eduscol.education.fr/cid74050/la-declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789.html
Présentation, Partie pertinente	<p>La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, rédigée au début de la Révolution française, pose les bases juridiques de la nouvelle société française. Ses rédacteurs, empreints des idées des philosophes des « Lumières », affirment les droits et libertés dont doit disposer tout être humain.</p> <p>Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.</p> <p>Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.</p>
Type de ressource	Déclaration des Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée Nationale après la Révolution de 1789.

1. La Constitution Française

Date	4 octobre 1958
Lien	http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/la-constitution-du-4-octobre-1958/la-constitution-du-4-octobre-1958.5071.html
Présentation, Partie pertinente	<p>La Constitution du 4 octobre 1958, texte fondateur de la Vème République, a été adoptée par référendum le 28 septembre 1958. Elle est le quinzième texte fondamental (ou le vingt-deuxième si l'on compte les textes qui n'ont pas été appliqués) de la France depuis la Révolution française.</p> <p>Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 :</p> <p>1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.</p>
Type de ressource	Texte fondamental : constitution.

2. Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat.

Date	9 décembre 1905
Lien	https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000508749
Présentation,	Loi adoptée le 9 décembre 1905 à l'initiative du député républicain-socialiste Aristide Briand, qui prend parti en faveur d'une laïcité sans excès. Elle est avant tout un acte fondateur dans l'affrontement violent qui a opposé deux conceptions sur la place des Églises dans la société française pendant presque vingt-cinq ans.
Partie pertinente	Article 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

3. Constitution Tunisienne

Date	26 janvier 2014
Lien	http://www.legislation.tn/sites/default/files/news/constitution-b-a-t.pdf
Présentation,	Il s'agit de la cinquième loi fondamentale de l'histoire du pays, après le Pacte fondamental de 1857, la Constitution de 1861, la Constitution de 1959 et la loi sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics de 2011.
Partie pertinente	Article 6 : L'État protège la religion, garantit la liberté de croyance, de conscience et de l'exercice des cultes. Il assure la neutralité des mosquées et des lieux de culte de l'exploitation partisane. L'État s'engage à diffuser les valeurs de modération et de tolérance et à protéger le sacré et empêcher qu'on y porte atteinte. Il s'engage également à prohiber et empêcher les accusations d'apostasie, ainsi que l'incitation à la haine et à la violence et à les juguler.

4. Constitution Marocaine

Date	29 juillet 2011
Lien	http://www.amb-maroc.fr/constitution/Nouvelle_Constitution_%20Maroc2011.pdf
Présentation,	Dhahir n°1-11-91 du 27 Chaabane 1432, 29 juillet 2011 portant promulgation du texte de la Constitution.
Partie pertinente	<ul style="list-style-type: none"> • Préambule : ...Etat musulman souverain, attaché à son unité nationale et à son intégrité territoriale, le Royaume du Maroc entend préserver, dans sa plénitude et sa diversité, son identité nationale une et indivisible. Son unité, forgée par la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, s'est nourrie et enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen. La prééminence accordée à la religion musulmane dans ce référentiel national va de pair avec l'attachement du peuple marocain aux valeurs d'ouverture, de

	<p>modération, de tolérance et de dialogue pour la compréhension mutuelle entre toutes les cultures et les civilisations du monde.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 3 : L'islam est la religion de l'Etat, qui garantit à tous le libre exercice des cultes. • Article 25 : Sont garanties les libertés de pensée, d'opinion et d'expression sous toutes leurs formes.
Type de ressource	Loi fondamentale.

5. Le Code pénal marocain

<p>Article 220</p> <p>" Quiconque, par des violences ou des menaces, a contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte, ou d'assister à l'exercice de ce culte, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 à 500 dirhams. »</p> <p>« Est puni de la même peine, quiconque emploie des moyens de séduction dans le but d'ébranler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion, soit en exploitant sa faiblesse ou ses besoins, soit en utilisant à ces fins des établissements d'enseignement, de santé, des asiles ou des orphelinats ".</p>
--

6. Constitution Allemande

Date	La Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, adoptée le 8 mai 1949 par le Conseil parlementaire, a été ratifiée au cours de la semaine du 16 au 22 mai 1949 par les représentants du peuple
Lien	https://www.bundestag.de/blob/189762/f0568757877611b2e434039d29a1a822/loi_fondamentale-data.pdf
Présentation, Partie pertinente	<p>Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article 4 [Liberté de croyance, de conscience et de profession de foi] (1) La liberté de croyance et de conscience et la liberté de professer des croyances religieuses et philosophiques sont inviolables. (2) Le libre exercice du culte est garanti. (3) Nul ne doit être astreint contre sa conscience au service armé en temps de guerre. Les modalités sont définies par une loi fédérale. • Article 5 [Liberté d'opinion] (1) Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement son opinion par la parole, par l'écrit et par l'image, et de s'informer sans entraves aux sources accessibles au public. La liberté de la presse et la liberté d'informer par la radio, la télévision et le cinéma sont garanties. Il n'y a pas de censure. (2) Ces droits trouvent leurs limites dans les prescriptions des lois générales, dans les dispositions légales sur la protection de la jeunesse et dans le droit au respect de l'honneur personnel.
Type de ressource	Loi fondamentale.

7. Constitution Polonaise

Date	2 avril 1997
Lien	http://mjp.univ-perp.fr/constit/pl.htm
Présentation	La Constitution actuelle de la République de Pologne, adoptée le 2 avril 1997 par l'Assemblée nationale puis le 25 mai 1997 par référendum, promulguée par le président de la République le 16 juillet 1997 et publiée au Journal des Lois de la République de Pologne (année 1997, N° 78, texte 483)
Partie pertinente	<ul style="list-style-type: none"> • Article 53 <ol style="list-style-type: none"> 1. Toute personne a droit à la liberté de conscience et de religion. 2. La liberté de religion implique la liberté d'avoir ou d'adopter la religion de son choix et la liberté de manifester sa religion, individuellement ou en commun, en public ou en privé, par le culte, la prière, l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement. La liberté de religion implique aussi la possession de sanctuaires et autres lieux de culte suivant les besoins des croyants et le droit de toute personne de bénéficier de l'assistance religieuse dans le lieu où elle se trouve. 3. Les parents ont le droit d'assurer aux enfants l'éducation et l'enseignement moral et religieux conformément à leurs propres convictions. Les dispositions du premier alinéa de l'article 48 sont respectivement applicables. 4. La religion d'une Église ou d'une autre union confessionnelle à statut juridique régulier peut être enseignée à l'école, ce qui ne peut porter atteinte à la liberté de conscience et de religion d'autrui. 5. La liberté de manifester sa religion ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité de l'État, de l'ordre public et de la santé, de la morale ou des libertés et des droits d'autrui. 6. Nul ne peut être contraint à participer ou à ne pas participer à des pratiques religieuses. 7. Nul ne peut être obligé par les pouvoirs publics à révéler sa conception du monde, ses convictions religieuses ou sa confession.
Type de ressource	Loi fondamentale.

8. Concordat Saint Siège / Pologne

<p>Date : 20.11.1989</p> <p>Titre : Concordat du 28 juillet 1993 entre le Saint Siège et la République de Pologne (Dz.U.98.51.318)</p> <p>Zoom sur les parties pertinentes ou bref descriptif :</p> <p>Lien vers la source : http://www.legirel.cnrs.fr/spip.php?article449 http://isap.sejm.gov.pl/Download?id=WDU19980510318&type=2 (en polonais)</p> <p>[introduction]</p> <p>« guidés par les valeurs citées et par les principes communs du droit international, ainsi que par les principes relatifs au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination pour des motifs religieux .»</p> <p>Article 12</p> <p>En reconnaissant le droit des parents à l'enseignement religieux des enfants et le principe de tolérance, l'État garantit aux écoles publiques élémentaires et aux établissements de premier niveau de</p>

l'enseignement secondaire ainsi qu'aux centres préscolaires, gérés par des organismes de l'administration civile ou autogérés, l'organisation, conformément à la volonté des intéressés, de l'enseignement de la religion dans le cadre du programme scolaire ou préscolaire correspondant.

Article 13

L'exercice des pratiques religieuses et, en particulier la participation à la Sainte Messe les dimanches et les jours fériés, est garanti aux enfants et aux jeunes catholiques qui participent aux colonies, aux camps de la jeunesse ou à d'autres formes de voyages collectifs.

Article 16

1. L'assistance pastorale aux militaires de religion catholique qui font leur service militaire effectif, parmi lesquels ceux de carrière, est assurée par l'aumônier en chef de l'armée dans le cadre de l'ordinariat militaire, conformément au droit canonique et au statut approuvé par le Saint Siège en accord avec les autorités compétentes de la République de Pologne.

2. Si cela n'est pas en contradiction avec d'importants devoirs de leur charge, la possibilité de la libre participation à la Sainte Messe les dimanches et les jours fériés est garantie aux militaires mentionnés à l'alinéa 1.

Article 17

1. La République de Pologne garantit les conditions d'exercice des pratiques religieuses et le bénéfice de l'assistance religieuse aux personnes qui séjournent dans les instituts pénitentiaires, de rééducation et de réinsertion sociale, dans les maisons de soins et d'assistance sociale, ainsi que dans d'autres instituts et centres du même type.

2. Aux personnes mentionnées à l'alinéa 1, est assurée en particulier la possibilité de participer à la Sainte Messe les dimanches et jours fériés, à la catéchèse et aux retraites spirituelles, mais également de bénéficier de l'assistance religieuse individuelle, en n'oubliant pas cependant les objectifs du séjour de ces personnes dans les centres indiqués à l'alinéa 13. Dans le but de rendre opérationnels les droits des personnes mentionnées à l'alinéa 1, l'évêque diocésain nommera des aumôniers avec lesquels l'institution civile correspondante conclura un contrat approprié.

Article 18

En relation avec la nécessité de garantir l'assistance pastorale des minorités ethniques, il revient aux évêques diocésains de décider de l'organisation du service pastoral et de la catéchèse dans la langue propre à ces minorités.

III. Documents complémentaires

MANUEL, GUIDES ET OUTILS

1/ Education à la citoyenneté

1. Manuel de Plaidoyer

Nom de la ressource	Manuel de plaidoyer par Mohamed Sammouri, juin 2016
Lien	https://ma.boell.org/sites/default/files/manuel_du_plaidoyer.pdf
Présentation	Le « manuel de plaidoyer » est un guide préparé par l'association Racines. Il contient des outils pédagogiques d'éducation civique destinés aux citoyens mais également aux organisations de la société civile. Ils contribueront à l'accompagnement des élections locales et législatives, à expliquer le rôle des chambres élues, grâce au « cahier de la citoyenneté », à évaluer les actions des élus locaux et nationaux, à prendre conscience de leur rôle et à préparer la tenue des comptes grâce au « canevas de redevabilité ».
Type de ressource	Guide de formation.

2. Manuel de Plaidoyer UNICEF

Nom de la ressource	Orienter les décisions visant à améliorer la vie des enfants UNICEF.
Lien	https://www.unicef.fr/sites/default/files/userfiles/manuel_plaidoyer.pdf
Présentation	L'UNICEF a une expérience exceptionnelle en matière de défense et de promotion des droits des femmes et des enfants. Le guide Pour une campagne de plaidoyer réussie y puise ses racines, systématisant et coordonnant les compétences techniques tant internes qu'externes et développant quelques approches novatrices. Ce guide offre un ensemble d'outils pratiques visant à aider le personnel et les partenaires de l'UNICEF à développer et mener leur travail de plaidoyer. À qui est destiné ce guide ? Ce guide pratique concerne tous les niveaux de l'organisation, car il permet de construire une approche structurée pour une action de plaidoyer suivie. Ses outils sont particulièrement adaptés aux bureaux de pays de l'UNICEF et aux comités nationaux, mais son contenu est également très intéressant pour toute personne souhaitant développer sa compréhension de la défense d'une cause fondée sur les droits de l'homme et de la façon d'appliquer cette approche.
Type de ressource	Guide de formation.

3. Éducation à la citoyenneté et aux Droits de l'Homme. Manuel pour les jeunes au Maroc

Nom de la ressource	ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET AUX DROITS DE L'HOMME Manuel pour les jeunes au Maroc.
Lien	http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002344/234423f.pdf
Présentation	<p>Le manuel se compose d'une vingtaine de fiches pédagogiques combinant le niveau général (système normatif international) et le niveau particulier (législation et institutions marocaines), tout en prenant en charge, dans la partie pratique de chacune d'elles, les diverses questions concrètes propres à l'expérience marocaine.</p> <p>Cela donne des fiches pédagogiques articulant les trois composantes suivantes : 1) une présentation claire et concise du référentiel international ; 2) un état des lieux, tout aussi condensé et précis, de la situation juridique et institutionnelle marocaine ; 3) une série d'exercices et d'activités pratiques visant à développer chez les apprenants des connaissances, des compétences et des attitudes en adéquation avec les valeurs des droits de l'homme ; celles de l'autonomie, de la participation et de l'esprit critique. L'ensemble répondant à une conception de citoyenneté démocratique active.</p> <p>La Fiche 17 (page 173) s'intéresse à La constitution et la religion</p>
Type de ressource	Série de l'UNESCO Les jeunes et la participation démocratique.

4. ABC, L'enseignement des Droits de l'Homme

Nom de la ressource	L'enseignement des droits de l'homme Activités pratiques pour les écoles primaires et secondaires.
Lien	http://www.ohchr.org/Documents/Publications/ABCChapter1fr.pdf
Présentation	<p>Le manuel ABC : l'enseignement des droits de l'homme se veut un instrument commode d'éducation aux droits de l'homme qui propose une large palette d'activités correspondant aux droits fondamentaux. Il offre des conseils pratiques aux enseignants et aux éducateurs qui souhaitent sensibiliser les enfants scolarisés dans le primaire et le secondaire à la question des droits de l'homme et formule des propositions pour élaborer des activités d'apprentissage. Il ne s'agit nullement d'alourdir des programmes déjà bien chargés, mais d'aider à intégrer la problématique des droits de l'homme dans les matières déjà enseignées.</p> <p>A la page 63, il est question de la Liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion et d'expression</p>
Type de ressource	Publication des Nations Unies New York et Genève, 2004

5. La Laïcité aujourd'hui

Nom de la ressource	Note d'orientation de l'observatoire de la laïcité « la laïcité aujourd'hui »
Lien	http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2014/07/note-d-orientation-la-laicite-aujourd'hui_0.pdf
Présentation	Ce texte a vocation à éclairer les travaux de l'Observatoire de la laïcité à travers un rappel de l'histoire et des principes juridiques et philosophiques de la laïcité.
Type de ressource	Note d'orientation de l'observatoire de la Laïcité en France.

6. La Laïcité : la comprendre et l'enseigner

Nom de la ressource	La Laïcité, la comprendre et l'enseigner Textes fondamentaux et documents pédagogiques
Lien	https://www.doc-developpement-durable.org/file/programmes-de-sensibilisations/laicite/La-Laicit%C3%A9-Tome-3-La-Laicit%C3%A9-%C3%A0-lusage-des-%C3%A9ducateurs-.pdf
Présentation	Ce troisième tome est un recueil de textes, mais avec le souci majeur de s'adresser à l'ensemble des acteurs de l'institution éducative que sont les personnels et les élèves. À cet effet, il propose un classement des documents conjuguant données conceptuelles et visées méthodologiques implicites. Ces documents ont été choisis dans la perspective de présenter une variété de matériaux en vue d'exploitations pédagogiques à différents niveaux du système éducatif, lieu de transmission des savoirs et de formation des identités.
Type de ressource	La Laïcité à l'usage des éducateurs.

7. Laïcité, égalité : guide à l'usage des professionnels

Nom de la ressource	Laïcité, égalité : guide à l'usage des professionnels par Dounia Bouzar
Lien	http://www.irdsu.net/wp-content/uploads/2014/04/Metro-laicite-web.pdf
Présentation	Grenoble alpes métropole a organisé en 2011-2012 une formation-action en direction des professionnels des communes, associations et institutions de l'agglomération grenobloise, sur le thème de l'égalité et de la laïcité. La métro a choisi Dounia Bouzar, anthropologue du fait religieux et experte à l'observatoire National de la laïcité ainsi qu'auprès du Conseil de l'europe, pour mettre en place cette démarche.
Type de ressource	Guide à l'usage des professionnels – mise en situation

8. Laïcité mode d'emploi pour les agents

Nom de la ressource	Laïcité et fonction publique, mode d'emploi pour les agents – Mars 2017
Lien	https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statut_et_remunerations/laicite/depliant-laicite-2017.pdf
Présentation	Laïcité et Fonction publique en France Ce que dit la loi !
Type de ressource	Mode d'emploi pour les agents en France.

9. Fiche : c'est quoi la liberté d'expression

Nom de la ressource	C'est quoi la liberté d'expression
Lien	http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Mediatheque/97/4/fiche_pedagogique_383974.pdf
Présentation	<p>L'objet de ce débat est d'interroger l'élève sur l'enjeu que pose le respect du droit fondamental d'expression. Il questionne des valeurs. Il interroge les effets du non-respect des libertés individuelles et collectives. Il révèle également les restrictions que peut subir la liberté d'expression : l'incitation à la violence, l'obscurantisme et la radicalisation.</p> <p>Le contexte : L'attentat meurtrier perpétré le 7 janvier 2015 au siège de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo a porté atteinte aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondent la République Française. La liberté d'opinion est pourtant protégée par le droit international et est citée à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.</p>
Type de ressource	Fiche d'animation pour un débat.

10. Pour comprendre ce qu'est Charlie Hebdo

Nom de la ressource	NUMÉRO SPÉCIAL sur les attentats à Paris des 7, 8 et 9 janvier 2015
Lien	http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Mediatheque/97/6/numero_special_1_jour_1_actu_383976.pdf
Présentation	1jour1actu est entièrement consacré au drame de Charlie Hebdo. Un drame qui a provoqué une mobilisation encore jamais vue : 3,7 millions de personnes sont descendues dans la rue, brandissant des pancartes «Je suis Charlie» en signe de solidarité avec les victimes, mais aussi pour refuser la violence et proclamer leur attachement à la liberté d'expression.
Type de ressource	Fiche relatant l'attaque contre Charlie Hebdo pour un débat sur les violences liées au non respect de la liberté de conscience.

11. Fiche : les limites de la liberté d'expression

Nom de la ressource	Liberté d'expression et ses limites
Lien	http://eduscol.education.fr/internet-responsable/ressources/legamedia/liberte-d-expression-et-ses-limites.html
Présentation	<p>La liberté d'expression n'est pas un droit absolu et elle se trouve affectée de nombreuses limites que les internautes ne doivent pas ignorer.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limite 2 - Ne pas tenir certains propos interdits par la loi : l'incitation à la haine raciale, ethnique ou religieuse, l'apologie de crimes de guerre ou du terrorisme, les propos discriminatoires à raison d'orientations sexuelles ou d'un handicap, l'incitation à l'usage de produits stupéfiants, le négationnisme.
Type de ressource	Fiche d'Eduscol sur « internet responsable ».

12. Les religions expliquées aux enfants

Nom de la ressource	Les religions expliquées aux enfants.
Lien	http://decouvrelesreligions.free.fr/index.htm
Présentation, Partie pertinente	<p>Ce site internet, spécialement conçu pour les enfants de 8 à 13 ans, permet de faire découvrir les trois grandes religions (christianisme, judaïsme, islam) (en français).</p> <p>Présentation du type de ressources pédagogiques : les informations sur les religions sur leur histoire, fêtes, coutumes etc. présentées sous forme des dialogues entre les enfants.</p>
Type de ressource	Site internet destiné aux enfants. Auteur : Enseignement & religions. Le Web magazine du fait religieux dans l'enseignement catholique.

13. Les Grandes Religions

Date	Mars 2010
Lien	http://ens-religions.formiris.org/userfiles/files/er_766_1.pdf www.enseignement-et-religions.org
Présentation, Partie pertinente	<p>Ce site internet présente une méthodologie ludique afin de faire découvrir les grandes religions monothéistes en classe.</p>
Type de ressource	Présentation de trois religions : religion juive, l'Islam et le Christianisme.

14. La liberté d'expression. Dossier pédagogique.

Date	2011
Lien	http://www.amnestyinternational.be/IMG/pdf/dossier_peda_2011.pdf
Présentation,	Dossier pédagogique réalisé par Amnesty International présentant le droit de la liberté d'expressions sous différents angles.
Partie pertinente	
Type de ressource	

15. Travailler en classe la liberté d'expression et de conscience

Date	2011
Lien	http://www.amnestyinternational.be/IMG/pdf/dossier_peda_2011_exer.pdf
Présentation,	Cahier d'exercice divisé en trois niveaux (débutant, intermédiaire, avancé) permettant d'aborder certains points liés à la liberté d'expression de manière ludique et variée.
Partie pertinente	
Type de ressource	Dossier pédagogique destiné aux professeurs souhaitant aborder la liberté d'expression et de conscience.

16. Leçons sur les Droits de l'Enfant

Date	
Lien	http://www.zsi1katowice.pl/phocadownload/SKE/unicef_pd_konspekty.pdf
Présentation,	Travaux préparés dans le cadre du concours de l'UNICEF. <i>Konspekty zajęć (Scénarios des cours).</i>
Partie pertinente	
Type de ressource	Leçons sur les droits de l'enfant (en polonais)

17. Outils jeux brise glace

Nom du site	Jeux brise glace : étudiants et développement.
Lien	https://www.etudiantsetdeveloppement.org/medias/TdABigFatPony.pdf https://www.etudiantsetdeveloppement.org/medias/TdAPoussinPouletDinosaure.pdf https://www.etudiantsetdeveloppement.org/outils?q%5B%5D=energizer
Présentation,	Jeux brise glace : Etudiants et Développement Brise glace : BigFatPony
Partie pertinente	Brise glace : Poussin Poulet Dinosaur et d'autres Brise glace sur le site d'étudiants et développement

	Etudiants et Développement, le réseau des associations jeunes ou étudiantes de solidarité internationale ! Jeux brise glace pour faire connaissance, introduire un thème, créer une atmosphère conviviale.
Type de ressource	Outils d'animation de brise glace.

Nom du site	Jeux brise glace STARTING - BLOCK
Lien	https://www.ec44.fr/eds/wp-content/uploads/2014/12/jeux7plus7_version2012_hd-3.pdf
Présentation, Partie pertinente	Starting-Block est une association de jeunes adultes engagés. Pour construire un monde juste, inclusif et solidaire, elle mène des actions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité. Jeux brise glace pour faire connaissance, introduire un thème, créer une atmosphère conviviale
Type de ressource	Outils d'animation brise glace

2/ Compréhension des instruments internationaux

18. Guide sur la mise en œuvre de l'article 9 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme

Date	
Lien	https://rm.coe.int/168007ff63
Présentation, Partie pertinente	Le manuel est consacré à l'étude de l'étendue et de la teneur de la notion de liberté de pensée, de conscience et de religion, telle que la garantit l'article 9 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et selon l'interprétation retenue par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme . L'objet de ce manuel est d'offrir un outil concis aux magistrats, aux fonctionnaires compétents et aux praticiens du droit auxquels la compréhension de la jurisprudence née de la Convention européenne des Droits de l'Homme est indispensable pour l'application de cet instrument en droit interne et dans la pratique administrative.
Type de ressource	Guide sur la mise en œuvre de l'article 9 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, par Jim Murdoch. Une série de précis sur les droits de l'Homme a été créée afin de proposer des guides pratiques sur la manière dont la Cour européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg, met en œuvre et interprète les différents articles de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Ils ont été conçus pour les praticiens du droit, et plus particulièrement les juges, mais restent

	accessibles à tous ceux qui s’y intéressent. http://www.coe.int/human_rights/
--	--

19. Guide d’étude: Liberté de religion ou de conviction

Date	
Lien	http://hrlibrary.umn.edu/edumat/studyguides/Freligion.html
Présentation,	Liberté de religion ou de conviction, guide d’étude. Ce guide présente les Droits en Jeu ainsi que les Instruments Internationaux et Régionaux de Protection. Il contient en plus des éléments de Plaidoyer, un Matériel Educatif et de Formation, et une bibliographie.
Partie pertinente	
Type de ressource	Guide de la librairie des droits de l’homme de l’université de Minnesota. http://hrlibrary.umn.edu/hrcenter.htm

20. Les libertés religieuses en Tunisie (en arabe)

Date	2015
Lien	http://www.adlitn.org/sites/default/files/lhryt_ldyny_fy_twns.pdf
Présentation,	Ce manuel contient plusieurs articles dont :
Partie pertinente	La liberté de conscience socle de toutes les libertés حرية المعتقد و حرية الضمير أساس كل الحريات La liberté religieuse dans la Constitution de 2014 2014 جانفي 27 خواطر حول «الحرية الدينية دستور . La protection internationale de la liberté de conscience ... الحماية الدولية لحرية الضمير والمعتقد
Type de ressource	Ouvrage collectif sous la direction de Whid Ferchichi.

21. Religion et Cour européenne des Droits de l'Homme

Date	2013
Lien	file:///C:/Users/user/Downloads/revdh-1384%20(1).pdf
Présentation,	L’objet de cet ouvrage est de réfléchir à l’appréhension de la religion par la Cour EDH. En dépit du faible nombre de violations de l’article 9 constatées, c’est un sujet d’une réelle importance, d’autant plus qu’il sera traité en le confrontant aux autres libertés, puis au principe de laïcité avant de porter quelques regards croisés sur ce thème...
Partie pertinente	
Type de ressource	Actes du colloque organisé par l'APIDH (édition 2013) Association de promotion interuniversitaire des droits de l’homme

22. Guide sur l’article 9 de la Convention Européenne

Date	
Lien	http://www.echr.coe.int/Documents/Guide_Art_9_FRA.pdf
Présentation,	Liberté de pensée, de conscience et de religion.
Partie pertinente	Le guide constitue un exposé de la jurisprudence des organes de la Convention (arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l’homme, décisions et rapports de la Commission européenne des droits de

	l'homme) relative à l'article 9 de la Convention. Il couvre la période allant de 1957 jusqu'au 1er septembre 2015. Article 9 « 1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.
Type de ressource	Guide du " Conseil de l'Europe/Cour européenne des droits de l'homme", 2015.

OUVRAGES EN LIGNE

1. Droits de l'enfant

1.

Date	2009
Lien	http://www.coe.int/t/commissioner/source/prems/PublicationKorczak_fr.pdf (en français)
Présentation, Partie pertinente	Le droit de l'enfant au respect. Actes de colloque sur la vision des droits de l'enfant de Janusz Korczak, rappel du personnage de Janusz Korczak par Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'homme (préface). Auteurs : J. Korczak, traduit du polonais par Zofia Bobowicz, Ed. Conseil de l'Europe.
Type de ressource	

2.

Date	2012
Lien	http://brpd.gov.pl/sites/default/files/prawo_dziecka_do_szacunku.pdf
Présentation, Partie pertinente	<i>Prawo dziecka do szacunku (1929)</i> . Manifeste pédagogique de Janusz Korczak (en polonais). Auteurs : J. Korczak, Ed. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Bureau du Défenseur polonais des droits de l'enfant).
Type de ressource	

3.

Date	2012
Lien	https://ec56229aec51f1baff1d-185c3068e22352c56024573e929788ff.ssl.cf1.rackcdn.com/attachments/original/9/6/0/002614960.pdf
Présentation,	Le Roi Mathias Ier. extrait du roman "Le Roi Mathias Ier" de Janusz Korczak, roman (littérature jeunesse) mettant en scène les droits de l'enfant.

Partie pertinente	Auteurs : Janusz Korczak ; traduit du polonais par Zofia Bobowicz, Editions Fabert , 2012, Collection Janusz Korczak dirigée par Zofia Bobowicz.
Type de ressource	

4.

Date	2013
Lien	http://brpd.gov.pl/sites/default/files/prawa_dziecka_dokumenty_rady_eur_opy.pdf
Présentation, Partie pertinente	Prawa dziecka. Dokumenty Rady Europy. (Les droits de l'enfant. Les documents du Conseil de l'Europe). Questions juridiques des droits de l'enfant à la lumière des résolutions de l'ONU (en polonais). Auteurs : P. Jaros, Ed. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Bureau du Défenseur polonais des droits de l'enfant).
Type de ressource	

5.

Date	2015
Lien	http://brpd.gov.pl/sites/default/files/konwencja_o_prawach_dziecka_-_komentarz_e-book.pdf
Présentation, Partie pertinente	<i>Konwencja o prawach dziecka</i> ([Analyse de la] <i>Convention relative aux droits de l'enfant</i>). Commentaires juridiques sur la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (en polonais). Auteurs : S. L. Stadniczeńko, Ed. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Bureau du Défenseur polonais des droits de l'enfant).
Type de ressource	

6.

Date	2015
Lien	http://brpd.gov.pl/sites/default/files/prawa_dziecka_-_zbior_dokumentow_onz.pdf
Présentation, Partie pertinente	<i>Prawa dziecka. Dokumenty ONZ</i> (Les droits de l'enfant. Les documents de l'ONU). Questions juridiques des droits de l'enfant à la lumière des résolutions de l'ONU (en polonais). Auteurs : P. J. Jaros, M. Michalak, Ed. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Bureau du Défenseur polonais des droits de l'enfant).
Type de ressource	

7.

Date	2016
Lien	http://brpd.gov.pl/sites/default/files/dziecko_jako_podmiot_sumienia_i_w

	yznania_lach - ebook.pdf
Présentation, Partie pertinente	<i>Dziecko jako podmiot wolności sumienia i wyznania (L'enfant en tant qu'individu doté de la liberté de conscience).</i> Question de la liberté de conscience de l'enfant en Pologne et dans le monde (en polonais). Auteurs : I. Lach, Ed. Biuro Rzecznika Praw Dziecka (Bureau du Défenseur polonais des droits de l'enfant)
Type de ressource	

2. La liberté de conscience

8.

Date	2017
Lien	http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&isbn=978-2-343-13082-8&utm_source=phplist&utm_campaign=message_21726&utm_medium=email&utm_content=lienImage
Présentation, Partie pertinente	L'invention de la Liberté de conscience ou l'entrée dans la modernité : L'invention de la liberté de conscience est le signe de notre entrée dans la modernité ; elle marque une mutation de notre culture. Or, elle est, depuis toujours, abandonnée à l'instrumentalisation de l'Église catholique qui l'assimile à la liberté de religion et en pervertit le sens, tandis que, sous la pression de l'islam fondamentaliste ou du judaïsme orthodoxe, un certain nombre la sacrifient. De ce constat est née l'idée d'un ouvrage collectif qui soit rédigé dans une perspective humaniste. <i>Les six auteurs ont été professeurs ou directeurs de département à l'université, maîtres de conférences, directeurs d'association. Chacun d'eux est engagé dans l'une des familles de pensée constitutives de l'histoire de la Liberté de conscience.</i> <u>Auteurs</u> : Gérard Delfau, André Gounelle, Jacques Haab, Thierry Mesny, Didier Molines, Jacques-Louis Perrin.
Type de ressource	Ouvrage.

9.

Date	
Lien	http://www.law.uj.edu.pl/~khpp/site/images/adm/Image/04KW.pdf
Présentation, Partie pertinente	Konstytucyjna zasada wolności sumienia i wyznania (religii) i jej uszczegółowienie w aktach okołokonstytucyjnych (Le droit constitutionnel à la liberté de conscience et sa précision dans les textes relatifs à la Constitution). La liberté de conscience dans la Constitution polonaise, comparaison avec l'ancienne Constitution de 1921 (en polonais).

	Auteur : Inconnu (Département de Droit, Université Jagellonne, Cracovie).
Type de ressource	

10.

Date	2001
Lien	http://www.kulturaswiecka.pl/node/56
Présentation, Partie pertinente	Wolność sumienia i wyznania jako cywilizacyjna wartość współczesności (paru dans les actes du colloque de vulgarisation scientifique organisé à Łódź le 3 mars 2001 p. 5-14.) L'article concerne l'historique, la définition, l'essence, les limites de la liberté de conscience et la discrimination religieuse (en polonais). Auteur : Zachariusz Łyko.
Type de ressource	Site de l'association œuvrant pour la laïcité en Pologne.

11.

Date	2003
Lien	http://bazhum.muzhp.pl/media//files/Prawo_Kanoniczne_kwartalnik_prawno_historyczny/Prawo_Kanoniczne_kwartalnik_prawno_historyczny-r2003-t46-n3_4/Prawo_Kanoniczne_kwartalnik_prawno_historyczny-r2003-t46-n3_4-s87-109/Prawo_Kanoniczne_kwartalnik_prawno_historyczny-r2003-t46-n3_4-s87-109.pdf
Présentation, Partie pertinente	Prawo do wolności sumienia w Polsce (paru dans le trimestriel juridique et historique <i>Prawo kanoniczne</i> , n° 46/3-4, Ed. Université Cardinal Stefan Wyszyński de Varsovie, digitalisé par Muzeum Historii Polski p. 87-109), 2003 Auteur : Tadeusz Płoski.
Type de ressource	Données statistiques sur les religions en Pologne, informations relatives à l'histoire de la religion en Pologne, le rapport entre l'Etat et la religion (en polonais).

12.

Date	2008
Lien	https://www.uni-trier.de/fileadmin/fb5/inst/IEVR/Arbeitsmaterialien/Staatskirchenrecht/Staat_und_Kirche_in_der_EU/19-Pologne.pdf Texte intégral de l'ouvrage collectif : https://www.uni-trier.de/fileadmin/fb5/inst/IEVR/Arbeitsmaterialien/Staatskirchenrecht/Staat_und_Kirche_in_der_EU/Texte_integral.pdf
Présentation, Partie pertinente	<i>État et Eglises en Pologne</i> (paru dans : <i>Etats et églises dans l'Union Européenne</i> , Ed. Prof. Gerhard Robbers, Nomos Verlagsgesellschaft, deuxième édition, Baden Baden, p. 449 - 469). Auteur : Michał Rynkowski. Etude des relations entre l'Etat et la religion.
Type de ressource	

13.

Date	
Lien	https://www.uni-trier.de/fileadmin/fb5/inst/IEVR/Arbeitsmaterialien/Staatskirchenrecht/Staat_und_Kirche_in_der_EU/19-Pologne.pdf Texte intégral de l'ouvrage collectif : http://www.bibliotekacyfrowa.pl/Content/52906/Realizacja_i_ochrona_konstytucyjnych_praw.pdf
Présentation, Partie pertinente	Historique de la liberté de conscience en Pologne, les limites à cette liberté, la jurisprudence (en polonais). Wolność sumienia i wyznania (paru dans : Realizacja i ochrona konstytucyjnych wolności i praw jednostki w polskim porządku prawnym, réd. Leonard Górnicki, Ed. Uniwersytet Wrocławski, Wrocław, p. 237-250) Auteur : Alina Rogowska.
Type de ressource	

3. Laïcité

14.

Date	2010
Lien	http://www.bnf.fr/documents/biblio_laicite_univ.pdf
Présentation, Partie pertinente	La laïcité un principe universel. Pour éclairer les interrogations actuelles sur la place de la laïcité dans nos sociétés, le département Philosophie, histoire, sciences de l'homme propose une bibliographie sélective sur l'histoire de la laïcité et les débats dont elle a fait l'objet et qu'elle suscite aujourd'hui. Cette bibliographie couvre une longue période, allant des prémises de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, votée en 1905, aux questionnements concernant l'école et l'enseignement tout au long du XXe siècle et à la place de la laïcité au sein de la République française aujourd'hui. Elle est accompagnée d'une présentation d'ouvrages issus des collections patrimoniales de la Bibliothèque nationale de France. Auteur : Bibliothèque nationale de France.
Type de ressource	

15.

Date	
Lien	http://www.cndp.fr/crdp-reims/fileadmin/Images/cddp52/img/reseau_reci_bibliographie_laicite_novembre_2015.pdf
Présentation,	La laïcité. Cette sélection bibliographique a été réalisée grâce à la base de données

Partie pertinente	<p>bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Egalité des Chances et l'Intégration (RECI), consultable sur : http://biblio.reseau-reci.org</p> <p>Auteur : Réseau RECI.</p>
Type de ressource	

4. Ingénierie de la formation

16.

Date	1999
Lien	
Présentation, Partie pertinente	<p>Ingénierie en formation d'adultes :</p> <p>Construit sur la base de points théoriques précis, Sandra Bellier propose des applications et des principes innovants permettant de penser les pratiques autrement.</p> <p>Dans son livre elle tente de répondre de manière claire et simple à ces quelques questions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les grands principes sur lesquels construire une formation pour adulte? • Comment favoriser l'appropriation des contenus de formation? • Comment faire en sorte que la formation aboutisse à un véritable développement des compétences? <p>Si c'est bien l'apprenant qui apprend, alors comment repenser l'ingénierie de formation en partant de ce principe?</p> <p>S'adressant aux nouveaux venus dans la formation mais aussi à tous ceux qui veulent s'éclaircir les idées en ingénierie centrée sur l'apprenant, cet ouvrage offre des réponses adéquates et précises, et des pistes d'action. Il introduit en outre une réflexion profonde sur les méthodes actuelles de formation.</p> <p>Auteur : Sandra Bellier, Editions LIAISONS.</p>
Type de ressource	Ce livre est écrit pour tous les formateurs et consultants habités par la question de l'efficacité pédagogique. Ingénierie de Formation de formateurs.

17.

Date	2010
Lien	
Présentation, Partie pertinente	<p>LA BOÎTE A OUTILS du tuteur.</p> <p>Cet ouvrage regorge d'outils destinés à favoriser la mise en place d'une stratégie pédagogique que "Le formateur intégrateur puisera dans chacun des vingt dossiers thématiques composant ce livre des solutions adaptables à chaque situation rencontrée".</p>

	"En annexe, vous retrouverez le kit complet des outils du tutorat sous la forme de 23 fiches, très simple d'utilisation. Auteur : Christine Benoit, maison d'Édition Afnor.
Type de ressource	

18.

Date	2012
Lien	
Présentation, Partie pertinente	<p>LA BOITE A OUTILS des FORMATEURS 2ème édition, Dunod.</p> <p>Ce livre offre tous les outils dont vous avez besoin pour concevoir, animer et évaluer vos actions de formation.</p> <p>Il s'agit d'une boîte à outils avec:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un contenu directement opérationnel au quotidien. • Une présentation synthétique et visuelle. • Les points clés en français et en anglais <p>les auteurs livrent dans leur ouvrage 64 outils indispensables pour réussir nos formations.</p> <p>"Chacun est traité de façon synthétique et pratique, en deux ou quatre pages, avec les objectifs spécifiques, le contexte d'utilisation, les étapes de sa mise en œuvre, ses avantages et ses limites, des conseils méthodologiques et, pour certains, un cas d'entreprise commenté."</p> <p>Publics:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formateurs permanents et occasionnels • Responsables de formation • Chef de projet formation • Etudiants <p>"Cette deuxième édition s'enrichit de 5 nouveaux outils et de compléments vidéo accessibles par QR codes qui offrent une expérience de lecture innovante et vous présentent les outils en situation".</p> <p>Auteur : Jean-Louis Lascoux.</p>
Type de ressource	

19.

Date	2013
Lien	
Présentation, Partie pertinente	<p>Pratique de la médiation professionnelle. Une méthode alternative à la résolution de conflits.</p> <p>Cet ouvrage offre un outillage complet sur les attitudes et les comportements des protagonistes, sur l'état d'esprit à adopter ainsi que sur</p>

	<p>les techniques et les méthodes performantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • maîtriser la dynamique relationnelle et l'alterocentrage • déclencher l'implication, la motivation et la coopération des protagonistes; • maîtriser la diversification du langage avec le modèle des stratégies et interactions en communication • conduire les entretiens et animer les réunions. <p>C'est un ouvrage de référence pour les médiateurs et les managers qui souhaitent promouvoir la qualité des relations et du dialogue social dans le but d'aboutir à des négociations contributives efficaces.</p> <p>Auteurs : Jean- Louis Lascoux.</p>
Type de ressource	

20.

Date	
Lien	
Présentation, Partie pertinente	<p>LE NOUVEAU FORMATEUR : comment préparer, animer et évaluer une action de formation.</p> <p>Auteur : Isolde Feuillette, Maison d'édition: DUNOD, 1995.</p> <p>Cet ouvrage s'adresse aux formateurs en répondant aux questions qu'ils se posent:</p> <ul style="list-style-type: none"> • comment définir les objectifs pédagogiques? • quelles sont les méthodes à mettre en oeuvre pour les atteindre? • Quels sont les meilleurs supports à utiliser? • Comment évaluer son action? <p>Le formateur occasionnel y trouvera une ligne de conduite éprouvée pour réussir les formations dont il est chargé. L'animateur professionnel y puisera de nouvelles techniques afin d'enrichir sa pratique".</p>
Type de ressource	Ouvrage.

21.

Date	
Lien	
Présentation, Partie pertinente	<p>L'apprentissage de l'abstraction : cet ouvrage se propose de diagnostiquer un aspect des difficultés scolaires, l'aspect cognitif et de faire des propositions méthodologiques correspondantes.</p> <p>A travers la théorisation d'une pratique pédagogique, l'auteur donne la possibilité au lecteur d'approfondir sa propre réflexion sur les processus intellectuels qui devraient toujours être mis en oeuvre dans un apprentissage visant l'abstraction.</p> <p>« L'absence d'une pédagogie appropriée aboutit trop souvent à un blocage des potentialités intellectuelles des élèves »</p> <p>« Le cadre conceptuel de cet ouvrage se réfère aux travaux de la psychologie cognitive et tout spécialement à ceux de Jérôme Bruner, le</p>

	<p>grand psychologue américain. Mais il s'appuie aussi sur d'autres disciplines- neurologie, linguistique, intelligence artificielle... ainsi que sur la recherche pédagogique menée sur différents terrains au Etats-Unis et en France ».</p> <p>La démarche proposée ici veut rompre avec un enseignement magistral qui souvent n'implique pas intellectuellement l'élève et ne lui apporte pas nécessairement un apprentissage significatif. Elle désire inciter les pédagogues à mettre en œuvre des situations d'apprentissage plus variées qui permettent à un plus grand nombre d'élèves de construire eux-mêmes leur savoir tout en donnant une formation à la réflexion. » .</p> <p>Une pédagogie à la fois plus humaine et plus cohérente avec les avancées scientifiques prenant en compte la personne aussi bien que les processus (biologiques, psychologiques et sociologiques) de l'apprentissage.</p> <p>La mise en œuvre d'une telle pédagogie exige un changement d'attitude face à l'acte d'apprendre et de nouvelles priorités dans la formation des enseignants.</p>
Type de ressource	

RAPPORTS ET DOCUMENTS

1. Rapport : le travail de jeunesse au Maroc

Date	2014
Lien	https://www.euromedyouth.net/IMG/pdf/youth_work_morocco_fr_5_def.pdf
Présentation, Partie pertinente	<p>Le travail de jeunesse au Maroc et la participation des jeunes à l'échelon local. C'est un rapport réalisé dans le cadre d'une visite d'étude effectuée au Maroc en septembre 2014, organisée par le Centre de Ressources SALTO-YOUTH EuroMed et l'Agence Nationale italienne chargée du programme Erasmus+</p> <p>Il apportera des éléments d'information sur : • la situation des jeunes Marocains • les politiques de jeunesse au Maroc • le travail de jeunesse au Maroc : contexte éducatif et pédagogique ainsi que les défis • la participation des jeunes au Maroc : opportunités et défis • quelques exemples de bonnes pratiques en matière de travail de jeunesse et de participation des jeunes.</p>
Type de ressource	Rapport d'étude.

2. La liberté religieuse dans les cinq pays RIDeuromed

Date	Rapports 2016, publiés en novembre 2016
Lien	http://www.liberte-religieuse.org/maroc/ http://www.liberte-religieuse.org/tunisie/ http://www.liberte-religieuse.org/Allemagne/ http://www.liberte-religieuse.org/france/ http://www.liberte-religieuse.org/pologne/
Présentation,	Ces rapports traitent pour chaque pays du :

Partie pertinente	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre juridique de la liberté de religion et son application effective • Composition religieuse • Les incidents en rapport avec la liberté religieuse • Les perspectives • Des liens pertinents en rapport avec l'état des droits dans le pays
Source	Site de L'Observatoire de la Liberté Religieuse : http://www.liberte-religieuse.org/

3. Le rôle de la société civile au développement socio économique et culturel – le cas du Maroc

Nom de la ressource	Le rôle de la société civile au développement socio - économique et culturel – le cas du Maroc
Lien	http://www.med-eu.org/documents/MED6/papers/EL_ABBAS.pdf
Présentation, Partie pertinente	Les nouvelles missions de la société civile selon la nouvelle constitution 2011 } Le conseil supérieur des jeunes et des affaires sociétales } L'évaluation de l'influence des organismes de société civile dans les domaines socioéconomiques et culturels au Maroc } Quel est le rôle que peuvent jouer les organisations de société civile marocaines, en matière de changements socioculturels et économiques ?.
Type de ressource	Thèse de Mr. EL OUARDI EL ABASS Doctorant à L'IEP Université Paul - Cézanne Aix Marseille III

4. Tunisie : Document de référence sur la réglementation relative à Internet

Nom de la ressource	Tunisie : Document de référence sur la réglementation relative à Internet
Lien	file:///C:/Users/user/Downloads/Tun%20Document%20de%20r%C3%A9f%C3%A9rence%20sur%20la%20r%C3%A9glementation%20relative%20%C3%A0%20internet.pdf
Présentation, Partie pertinente	Une analyse globale de l'état de la liberté d'expression sur Internet en Tunisie, aux niveaux de la législation et de la pratique : la compatibilité entre le cadre juridique tunisien régissant l'Internet et les standards internationaux en vigueur dans ce domaine, s'agissant en particulier des standards relatifs à la protection de la liberté d'expression, d'une part, et au respect de la vie privée, d'autre part.
Type de ressource	Rapport d'analyse par l'Association Article 19

5. Note d'orientation de l'observatoire de la laïcité « la laïcité aujourd'hui ».

Nom de la ressource	Note d'orientation de l'observatoire de la laïcité « la laïcité aujourd'hui ».
Lien	http://www.gouvernement.fr/la-laicite-aujourd-hui-note-d-orientation-de-l-

	observatoire-de-la-laicite
Présentation, Partie pertinente	La France se caractérise aujourd'hui par une diversité culturelle plus grande que par le passé. C'est pourquoi elle n'a jamais eu autant besoin de la laïcité, laïcité qui garantit à tous les citoyens quelles que soient leurs convictions philosophiques ou religieuses, de vivre ensemble dans la liberté de conscience, la liberté de pratiquer une religion ou de n'en pratiquer aucune, l'égalité des droits et des devoirs, la fraternité républicaine...
Type de ressource	Note d'orientation

TEXTES PHILOSOPHIQUES

1. Quelques pistes bibliographiques sur le thème de la liberté de conscience : Nathalie Monin, société bretonne de philosophie 2017.

La liberté de conscience : le libre choix pour l'individu des valeurs et des principes qui vont conduire son existence. Défendre la liberté de conscience présuppose que l'on croie possible l'autonomie du jugement et donc une liberté de penser par soi-même pour soi-même. Parler du droit à la liberté de conscience suggère que la liberté de conscience n'est vraiment effective que lorsqu'on peut s'exprimer et agir en son nom ; les paroles et les actes sont réglés par les lois. Et on peut estimer, comme le défend **Kant dans "Qu'est-ce que s'orienter dans la pensée ?,"** qu'il n'y a pas une véritable liberté de penser sans liberté d'expression, sans échanges, confrontation des idées et choix en connaissance de cause, en conscience.

La question de la liberté d'expression est une question juridique (portant sur les manifestations légales de cette expression) voire une question procédurale (portant sur les règles pragmatiques des échanges).

La question de la liberté de pensée consiste notamment à se demander à quelles conditions on peut parler d'autonomie de jugement ?

Toute une littérature insiste sur le fait que cette autonomie serait illusoire : par exemple **P. Bourdieu** qui lui insiste sur les conditionnements sociaux et culturels de toutes sortes qui inscrivent dans la pensée de chacun les rapports de domination qui tissent leur inscription dans leur société : **La Domination** (1998)

Toute une littérature met en évidence les mécanismes psychologiques, sociaux ou cognitifs qui empêchent l'exercice d'une pensée libre, autonome :

S. Milgram *Soumission à l'autorité*

Joule et Beauvois *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*

Morel *Les décisions absurdes*, sociologie des erreurs radicales et persistantes (chacun croit décider librement, donner un consentement éclairé mais sa pensée est le plus souvent victime de biais cognitifs : le biais du conformisme, le biais de négativité, le biais de confirmation ...entre autres)

Mais **Philipp Pettit**, lui, sans répondre aux objections ci-dessus réfute néanmoins

l'idée selon laquelle être autonome dans son jugement serait un leurre du fait des conditionnements sociaux qui s'exercent sur la pensée de chacun ; dans **Le Republicanisme**, il défend l'idée selon laquelle « l'intentionnalité du sujet est toujours capable de l'emporter sur les régularités sociales ». Il défend la possibilité (à certaines conditions) d'une liberté de pensée (comme d'action), liberté au sens de non - domination : est libre celui qui est protégé contre la possibilité d'interférences (non assumées) d'autres personnes sur son propre jugement, sur le choix de ses croyances, de ses valeurs. Cette liberté n'est pas illusoire à ces conditions.

John Stuart Mill dans **De la liberté** examine la nature et les limites du pouvoir que les mœurs et des lois peuvent légitimement exercer sur les actes des individus, sur ce qu'ils peuvent exprimer et faire en public mais donc aussi sur les croyances et les valeurs qui doivent être à leurs propres yeux légitimes : ce qui est une intrusion certes indirecte dans leur conscience mais néanmoins insidieuse ; selon lui il existe une limite à l'ingérence légitime de l'opinion collective dans l'indépendance individuelle. Chacun est libre de se représenter l'existence comme il l'entend et de penser ce qu'il veut à condition que cela ne nuise pas aux autres.

Et on peut s'inspirer de témoignages de personnes vivant sous des régimes totalitaires et estimant que leur pensée était atrophiée faute de liberté d'expression ; et du coup pas vraiment libre faute d'être nourrie par la pensée des autres . **Gao Xingjian** **Le Livre de l'homme seul**

La liberté de conscience est un des droits de l'homme (article de la DDH), droit qui doit s'exercer dans le respect de la liberté de conscience des autres.

Est-on empêché de penser librement quand on fait l'objet de critiques que l'on juge fausses ou blessantes ? la liberté de conscience des uns peut s'exprimer dans le blasphème par exemple ; est-ce que le blasphème est l'expression de la liberté de conscience des uns et de l'oppression des autres ?

Caroline Fourest, dans **Eloge du blasphème**, conteste totalement que le blasphème soit une atteinte à la liberté de conscience des croyants, pas plus d'ailleurs qu'à leur liberté de culte.

- Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?* et *Qu'est-ce que s'orienter dans la pensée ?* Dans ces deux articles, Kant incite le peuple à penser par lui-même, par ses propres lumières. Il met ainsi en place les conditions d'une pensée libre et les raisons des difficultés à y parvenir. Voir aussi le §40 de la *Critique de la faculté de juger*.

- Sartre, *L'être et le néant*, Première partie, chapitre I, 1 (L'interrogation) et chapitre II (La mauvaise foi). Le premier chapitre, qui reprend la démarche de Heidegger dans *Être et temps*, montre comment l'interrogation constitue l'essence de l'homme. Le chapitre II montre toute la difficulté d'une pensée libre, car sans cesse empêtrée dans sa mauvaise foi. Celle-ci, pour Sartre, n'a rien d'une mauvaise volonté, mais constitue l'essence même de notre être, tout entier mêlé par ses désirs et ne pouvant s'en extraire. C'est ainsi, paradoxalement, parce que nous sommes les seuls êtres libres parmi les vivants que nous sommes aussi nécessairement aliénés, l'aliénation n'étant que le revers de la liberté.

- Jacqueline de Romilly, *Les grands sophistes dans l'Athènes de Périclès*, Éd. de Fallois, 1988. J. de Romilly montre dans ce livre comment l'apparition de la démocratie à Athènes a libéré

la parole, nécessitant la mise en place d'un apprentissage du bien parler pour convaincre, ce qui entraîne l'apparition de questions de méthode et de déontologie en ce qui concerne notre rapport à la vérité.

- Victor Klemperer, *LTI : la langue du IIIème Reich*, 1995. Journal de bord du philologue, cousin du chef d'orchestre Otto Klemperer, destitué de son poste universitaire en 1935. Il suit pas à pas la lente transformation de la langue pour montrer comment cela entraîne aussi un appauvrissement de la pensée. Voir notamment les pages 48-50, et le chapitre 9 (« Fanatique »).

- Caroline Fourest, *Génie de la laïcité*, Grasset, 2016

- Freud, *L'avenir d'une illusion*, VI – p. 31-32 dans l'édition PUF – Quadrige, 2002. Une autre critique de la religion, après celles d'Épicure et de Marx.

- Nietzsche, *La naissance de la tragédie*, §18 en particulier pour les trois degrés de l'illusion – ou l'impossibilité pour toute conscience de vivre hors ou sans illusion.

- Rudolph Hoess, *Le commandant d'Auschwitz parle*, La découverte / Poche, 2005. Témoignage du commandant recueilli par ses avocats dans les mois précédant son exécution. On peut voir là à quel point un homme a perdu tout esprit critique – ce qui ne suffit pas à expliquer pourquoi ni comment cela est possible.

- Albert Speer, *Au cœur du Troisième Reich*, Fayard / Pluriel, 2011. Mémoires écrites en prison. Un bel exemple aussi de ce que Sartre appelle la mauvaise foi, ou comment se mentir à soi-même le plus sincèrement possible.

- François Jullien, *L'invention de l'idéal et le destin de l'Europe*, Seuil, 2009 – *De l'Universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*, Fayard, 2008 – *Si parler va sans dire*, Seuil, 2006. Ces livres montrent à quel point toute pensée est issue de sa langue, et donc de sa culture, en même temps que la possibilité de s'en déprendre – ce que François Jullien fait précisément en regardant notre pensée du point de vue de celle des sages chinois.

- *Qu'est-ce que penser librement ?*, Nathalie Monnin, Éditions Apogée, coll. Ateliers populaires de philosophie, 2014

2. Les livrets de la Laïcité Grand Orient de France

Nom de la ressource	Les livrets de la Laïcité Grand Orient de France
Lien	http://www.godf.org/uploads/assets/file/livrets_laicite_godf_C1.pdf
Présentation, Partie pertinente	Définitions et explications données par divers auteur et organismes Fiche I - A / 1 - La pensée d'Alain L'esprit laïque Fiche I - A / 2 - Henri Pena Ruiz Laïcité, Laïc, Laïque... Définitions

	<p>Fiche I - A / 3 - Henri Pena Ruiz Le mot et le principe</p> <p>Fiche I - A / 4 - J. Michel Ducomte La Laïcité, un contenu discuté</p> <p>Fiche I - A / 5 - Bernard Stasi La Laïcité</p> <p>Fiche I - A / 6 - Ligue de l'Enseignement Modèle français de Laïcité</p> <p>Fiche I - A / 7 - Albert Jacquard Nouvelle petite philosophie</p> <p>Fiche I - A / 8 - Laurent Fabius Défense de la Laïcité</p> <p>Fiche I - A / 9 - Guy Coq Un principe universel</p> <p>Fiche I - A / 10 - Gérard Delfau Étonnante Laïcité si jeune encore</p> <p>Fiche I - A / 11 - Henri Pena Ruiz Définition raisonnée de la Laïcité</p> <p>Fiche I - A / 12 - Catherine Kintzler Laïcité par une philosophie</p> <p>Fiche I - A / 13 - Catherine Kintzler Tolérance restreinte et élargie</p>
Type de ressource	Textes philosophiques

ARTICLES DE PRESSE

1. Cas de Violations de la liberté de conscience.

Tunisie : Polémique autour du film « Ni Allah Ni Maître » de Nadia Feni.

Date	mercredi 29 juin 2011.
Lien	http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22137
Présentation, Partie pertinente	<p>Tunisie : De « Ni Allah ni maître » à « Laïcité, inch'Allah » : des islamistes s'opposent à la projection de « Ni Allah ni maître », un film de la réalisatrice Nadia Féni.</p> <p>L'idéologie salafiste menace dangereusement les artistes tunisiens, coups, insultes, avocates traitées de p.... ! Un cinéma sauvagement attaqué, le Cinéma Afric'Art à Tunis a été saccagé le 26 juin , des spectateurs menacés de mort .</p>
Type de ressource	

2. Nadia El Fani fait son Cinéma ?

Date	1er décembre 2015
Lien	http://nawaat.org/portail/2015/12/01/nadia-el-fani-fait-son-cinema/
Présentation, Partie pertinente	<p>Une lettre ouverte signée par Nadia El Feni a été adressée à la direction du Festival International de Carthage. Dans sa lettre, Nadia El Feni accuse le directeur du festival, Ibrahim Letaïef, d'avoir ignoré son film « Même pas peur », grand prix du documentaire au festival Fespaco 2013 et d'avoir censuré sa projection aux JCC.</p> <p>Auteur : Henda Chennaoui.</p>
Type de ressource	

3. L'affaire Persepolis.

Date	31 mai 2012.
------	--------------

Lien	http://nawaat.org/portail/2012/05/31/linstrumentalisation-ideologico-politique-du-cinema-laffaire-persepolis/
Présentation, Partie pertinente	L'instrumentalisation idéologico-politique du cinéma : l'affaire Persepolis : assujettir l'art à l'idéologie n'est pas l'apanage de la situation postrévolutionnaire en Tunisie. Il s'agit là d'une tentation qui a guetté la diffusion de la culture cinématographique dans le pays pendant plusieurs décennies. Auteur : Insaf Machta (Nawat).
Type de ressource	

4. Divers articles sur l'affaire du film PERSEPOLIS

Date	2011
Lien	<ol style="list-style-type: none"> 1. http://next.liberation.fr/cinema/2011/10/11/affaire-persepolis-la-chaine-tunisienne-s-excuse_767248 2. http://actu.orange.fr/france/videos/tunisie-debut-du-proces-de-l-affaire-persepolis-VID0000000BKP4.html 3. http://www.jeuneafrique.com/176220/politique/tunisie-affaire-persepolis-nabil-karoui-condamn-une-amende-pour-atteinte-aux-bonnes-moeurs/ 4. http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2012/04/20/le-proces-persepolis-interroge-la-liberte-d-expression-en-tunisie_1688451_1466522.html 5. http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/534150/tunisie-persepolis-islamistes
Présentation, Partie pertinente	Articles de presse et vidéo autour du film.
Type de ressource	

5. Des caricatures du prophète sur Facebook

Date	5 avril 2012.
Lien	http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2012/04/05/sept-ans-de-prison-pour-avoir-poste-des-caricatures-du-prophete-sur-facebook_1681471_1466522.html
Présentation, Partie pertinente	Sept ans de prison pour avoir posté des caricatures du prophète sur Facebook. Les affaires d'atteinte à la morale et au sacré se multiplient en Tunisie depuis la révolution et l'arrivée au pouvoir des islamistes. Deux jeunes diplômés au chômage ont été condamnés à la fin de mars à sept ans et demi de prison pour avoir publié sur Facebook des caricatures de Mahomet.
Type de ressource	Dépêche du « Le Monde.fr avec AFP ».

6. Le Monde : genre et laïcité.

Date	25 janvier 2017
Lien	http://www.lemondedesreligions.fr/une/la-laicite-garantit-elle-l-egalite-femmes-hommes-25-01-2017-6086_115.php
Présentation, Partie pertinente	La laïcité garantit-elle l'égalité femmes-hommes ? La Délégation aux droits des femmes du Sénat français a présenté un rapport sur l'égalité femmes - hommes et la laïcité le 12 janvier. Pointant la dégradation des droits des femmes dans les sphères religieuses, l'institution préconise une série de recommandations pour protéger ces droits. Auteur : Alizée Vincent.
Type de ressource	

7. ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE en France : Macron et Le Pen face à la laïcité.

La laïcité est-elle menacée en France ?

Date	4 mai 2017.
Lien	http://www.lemondedesreligions.fr/une/laicite-et-religions-ce-que-proposent-emmanuel-macron-et-marine-le-pen-04-05-2017-6312_115.php
Présentation, Partie pertinente	À quelques jours de l'élection, rappel des positions d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen sur les questions de religions et de laïcité. Le Pen : « Si donc je veux interdire le port d'insignes religieux ostentatoires dans la rue, comme ils sont déjà prohibés à l'école depuis 2004, c'est que la rue appartient, par nature, à l'espace public, et qu'il y a un danger à ce que chacun y exhibe sa religion ». Macron : « L'immense majorité de nos concitoyens est attachée à la laïcité. Je ne crois donc pas que la laïcité soit réellement menacée. Toutefois, il est indéniable qu'elle est attaquée, remise en cause au quotidien, par des comportements sincères ou délibérément provocateurs, comme le refus d'être soigné par une personne d'un autre sexe à l'hôpital... ».
Type de ressource	Propos recueillis par Martin Brésis. Le Monde des Religions.

8. Liberté de religion et Droits de l'Homme ; le Monde des religions.

Date	25 août 2014.
Lien	http://www.lemondedesreligions.fr/actualite/liberte-de-religion-et-droits-de-l-homme-une-mise-en-oeuvre-parfois-delicat-25-08-2014-4202_118.php
Présentation,	Liberté de religion et droits de l'homme : une mise en œuvre parfois

Partie pertinente	délicate : que devient l'idéal de la Déclaration universelle des droits de l'homme lorsqu'il est confronté aux pressions et résistances de la réalité politique et sociale des États ? Depuis une trentaine d'années, le Rapporteur spécial veille, mandaté par le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Auteur : Soudabeh Marin, enseignant-chercheur à l'université de Paris-Ouest Nanterre La Défense.
Type de ressource	

9. TUNISIE : la place des chrétiens catholiques.

Date	31 octobre 2014
Lien	http://www.aed-france.org/tunisie-la-place-des-chretiens-catholiques/
Présentation, Partie pertinente	TUNISIE : la place des chrétiens catholiques : quelles sont les relations entre l'Eglise et l'Etat ? Comment qualifier la nouvelle Constitution? Le P. Sergio Pérez, prêtre de l'IVE (Institut du Verbe Incarné), en service à la cathédrale de Tunis depuis quatre ans, témoigne à l'AED (Aide à l'Eglise en Détresse) de la situation des catholiques en Tunisie. Auteur : Le P. Sergio Pérez, prêtre de l'IVE (Institut du Verbe Incarné).
Type de ressource	

10. Liste des monuments religieux saccagés par des extrémistes en Tunisie.

Date	13 janvier 2013.
Lien	http://www.kapitalis.com/culture/13880-liste-des-monuments-religieux-saccages-par-des-extremistes-en-tunisie.html
Présentation, Partie pertinente	Depuis la révolution, plus d'une vingtaine de "zaouia", de "maqam" et de "caveaux" appartenant à des confréries soufis ou abritant des "walis"(saints) ont été attaqués, incendiés ou profanés», l'association Touensa établit une liste des monuments saccagés. Auteur : I.B (Capitalis).
Type de ressource	Liste des monuments religieux saccagés par des extrémistes en Tunisie.

SITES

Nom du site	Ligue des Droits de l'Homme.
Lien	https://www.ldh-france.org/france-vers-politique-assumee-criminalisation-defenseurs-droits-migrants/
Présentation, Partie pertinente	Communiqué de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme et de la LDH. FRANCE : vers une politique assumée de criminalisation des défenseurs des droits des migrants.
Type de ressource	Site.

Nom du site	Café babel – infos, reportages, enquêtes et opinions.
Lien	http://www.cafebabel.fr/societe/article/le-cri-dalarme-des-lanceurs-dalerte-face-au-silence-de-leurope.html
Présentation, Partie pertinente	Le cri d'alarme des lanceurs d'alerte face au silence de l'Europe. (Pascal Hansens). Clearstream, Luxleaks, Paradise Papers,... Ils ont révélé les scandales les plus importants de notre époque Pour au final payer le prix fort, parfois même de leur vie. Aujourd'hui les lanceurs d'alertes lancent un cri d'alarme face aux vides juridiques et au silence de l'UE.
Type de ressource	Site.

1. L'Observatoire de la Liberté Religieuse.

Nom du site	L'Observatoire de la Liberté Religieuse.
Lien	http://www.liberte-religieuse.org/
Présentation, Partie pertinente	L'Observatoire de la Liberté Religieuse : ce site offre une base documentaire régulièrement mise à jour sur la situation de l'Eglise Catholique et des principales confessions dans plus d'une centaine de pays à travers le monde, sur tous les continents. Pour chaque pays, une fiche présente des données statistiques, la législation religieuse ainsi que l'actualité issue de nos partenaires. Pour trouver une information sur l'un des 196 pays étudiés, on peut voir la rubrique « fiches pays » ou le moteur de recherche.
Type de ressource	Cartes de l'intolérance religieuse, rapports par pays, résumé (l'essentiel en xpoints), sources et méthodologie...

2. Observatoire de la Laïcité.

Nom du site	Observatoire de la Laïcité
Lien	http://www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite
Présentation, Partie pertinente	L'Observatoire assiste le gouvernement dans son action visant au respect du principe de laïcité en France. Il réunit les données, produit et fait produire les analyses, études et recherches permettant d'éclairer les pouvoirs publics sur la laïcité. Il peut saisir le Premier ministre de toute demande tendant à la réalisation d'études ou de recherches dans le domaine de la laïcité. Il peut proposer au Premier ministre toute mesure qui lui paraît permettre une meilleure mise en œuvre de ce principe, notamment pour assurer l'information des agents publics et privés, des usagers des services publics, des élus et des représentants des cultes. Enfin, il est consulté par le Premier ministre ou les ministres sur des projets de textes législatifs ou réglementaires.
Type de ressource	Observatoire de la Laïcité : site ressource sur la laïcité.

3. Observatoire des religions et de la laïcité.

Nom du site	Observatoire des religions et de la laïcité.
Lien	http://www.o-re-la.org/
Présentation,	L'Observatoire des Religions et de la Laïcité poursuit quatre objectifs :

Partie pertinente	<ol style="list-style-type: none"> 1. Proposer une revue de presse quotidienne relative aux religions et à la place des convictions dans l'espace public 2. Diffuser des analyses, des études, des expertises et des synthèses de résultats de recherche relatifs aux religions et convictions et aux relations Eglises/Etats, rédigées par des experts scientifiques issus du CIERL et de plusieurs universités européennes 3. Fournir un rapport annuel sur l'état des religions dans l'Union européenne et dans le monde 4. Proposer des outils aux utilisateurs, parmi lesquels 100.000 coupures de presse rassemblées depuis trente ans par le CIERL. <p>L'Observatoire offre une synthèse quotidienne de l'actualité des religions, sur base du dépouillement d'une quinzaine de titres de la presse quotidienne, de la presse hebdomadaire et de la presse spécialisée, principalement en langue française et anglaise. Son attention se porte, dans l'ordre des priorités, sur la Région de Bruxelles-Capitale, le contexte belge, l'Union européenne, et les autres régions du monde.</p>
Type de ressource	Observatoire des religions et de la laïcité. Université Libre de Bruxelles.

4. AED, Aide à l'Eglise en Détresse.

Nom du site	AED, Aide à l'Eglise en Détresse.
Lien	https://www.aed-france.org/
Présentation, Partie pertinente	<p>L'AED est fondée en 1947, au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, par un religieux hollandais, le Père Werenfried. Elle soutient les chrétiens dans le monde, là où ils sont confrontés à des difficultés matérielles ou à des persécutions.</p> <p>Entre autres missions, l'AED informe sur la situation des chrétiens et sur l'état de la liberté religieuse dans le monde.</p>
Type de ressource	Rapports, historiques, dates clefs, vidéos, communiqués de presse, actualités, newsletters, magazines...

5. Site du Haut Commissariat des Droits de l'Homme.

Nom du site	Haut Commissariat des Droits de l'Homme. Nations Unies
Lien	http://www.ohchr.org/FR/Pages/Home.aspx
Présentation, Partie pertinente	<p>Les Droits de l'Homme : Le site présente des liens vers :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. thèmes (dont Liberté de religion et de conviction <u>Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction</u>) 2. droits de l'homme par pays 3. organes des droits de l'homme <p>publications et ressources http://www.ohchr.org/FR/PublicationsResources/Pages/Publications.aspx</p>

Type de ressource	Haut Commissariat des Droits de l'Homme. Nations Unies.
-------------------	---

6. Librairie des Droits de l'Homme. Université de Minnesota

Nom du site	University of Minnesota. Human Right Library.
Lien	http://hrlibrary.umn.edu/Findex.html
Présentation, Partie pertinente	Base de données développée par Le Centre des Droits Humains à l'Université de Minnesota.
Type de ressource	<ul style="list-style-type: none"> • Traités et Autres Instruments Internationaux • Bibliographies et Guides de Recherche • Education aux Droits Humains Publications des Matériels Pédagogiques...

7. Droits de l'Enfant.

a. Association UNICEF Pologne.

Nom du site	Association UNICEF Pologne.
Lien	https://www.unicef.pl/Co-robimy/Prawa-dziecka/Geneza-praw-dziecka
Présentation, Partie pertinente	Droits de l'enfant.
Type de ressource	Description de la genèse des droits de l'enfant (en polonais).

b. Les Droits de l'Enfant.

Nom du site	Droits de l'Enfant.
Lien	http://www.droitsenfant.fr/janusz.htm
Présentation, Partie pertinente	Promotion et défense des droits de l'enfant en France et dans le monde.
Type de ressource	Informations sur Janusz Korczak : son histoire et l'activité pédagogique (en français).

c. Humanium – ensemble pour les Droits de l'Enfant.

Nom du site	Humanium : ensemble pour les droits de l'enfant.
Lien	http://www.humanium.org/fr/normes/declaration-1959/
Présentation, Partie pertinente	Organisation militant contre les violations des droits de l'enfant dans le monde.
Type de ressource	Texte de la déclaration des droits de l'enfant (en français), fiche illustrée publiée par l'UNICEF.

d. Le Roi Mathias Premier.

Nom de l'ouvrage	Le Roi Mathias Premier.
Lien	http://roi-mathias.fr/

Présentation, Partie pertinente	Sauvegarde de la mémoire du personnage du Roi Mathias Premier du roman pour enfants de Janusz Korczak.
Type de ressource	Projets, initiatives franco-polonaises liées au roman, ex. le théâtre (en français).

e. Janusz Korczak ou le respect de l'enfant.

Nom du site	Janusz Korczak ou le respect de l'enfant.
Lien	http://korczak.fr/index.html
Présentation, Partie pertinente	Popularisation de la connaissance de Janusz Korczak, père des droits de l'enfant.
Type de ressource	L'histoire de Janusz Korczak, son activité (en français).

8. Education à la citoyenneté

a. EDUSCOL

Nom du site	Eduscol
Lien	http://eduscol.education.fr/
Présentation, Partie pertinente	Site pédagogique du ministère de l'éducation nationale. Liberté de conscience, liberté d'expression : outils pédagogiques pour réfléchir et débattre avec les élèves (http://eduscol.education.fr/cid85297/liberte-de-conscience-liberte-d-expression-outils-pedagogiques-pour-reflechir-avec-les-eleves.html).
Type de ressource	Portail du ministère de l'éducation nationale français mettant à disposition des éducateurs plusieurs ressources pédagogiques d'information et d'accompagnement.

b. Etudiants et développement.

Nom du site	Etudiants et développement.
Lien	https://www.etudiantsetdeveloppement.org/notre-vision
Présentation, Partie pertinente	Etudiants et Développement, le réseau des associations jeunes ou étudiantes de solidarité internationale ! Etudiants et Développement (E&D) est une association nationale de

	solidarité internationale et d'éducation populaire animant un réseau d'associations qui cherchent à créer des liens de solidarité à l'échelle internationale. Elle est composée d'associations déclarées de loi 1901, dirigées par des jeunes et/ou des étudiants qui ont choisi d'agir en réseau. E&D est ouverte à l'ensemble des organisations de jeunes et/ou d'étudiants qui se reconnaissent dans la charte d'E&D.
Type de ressource	Site ressource éducation à la citoyenneté.

c. Starting Block

Nom du site	Starting Block.
Lien	http://www.starting-block.org/asso
Présentation, Partie pertinente	Starting-Block est une association de jeunes adultes engagés. Pour construire un monde juste, inclusif et solidaire, elle mène des actions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité.
Type de ressource	Site ressource éducation à la citoyenneté.

d. La laïcité à l'usage des éducateurs

Nom du site	La laïcité à l'usage des éducateurs.
Lien	http://www.laicite-educateurs.org/
Présentation, Partie pertinente	Ligue de l'enseignement CEMEA FRANCAS
Type de ressource	Site ressource sur la laïcité.

9. Pologne culture et religion.

a.

Nom du site	Wikipédia.
Lien	https://pl.wikipedia.org/wiki/Ko%C5%9Bcio%C5%82y_i_inne_zwi%C4%85zki_wyznaniowe_w_Polsce#cite_note-przeliczona-11
Présentation, Partie pertinente	Encyclopédie numérique.
Type de ressource	Statistiques sur les religions en Pologne (en polonais).

b.

Nom du site	EUREL
-------------	-------

Lien	http://www.eurel.info/spip.php?article1239&lang=fr&lang=fr
Présentation,	Données sociologiques et juridiques sur la religion en Europe.
Partie pertinente	Base de données sur différents aspects des religions en Europe, entre autres des informations sur l'histoire de la religion dans les pays européens.
Type de ressource	les dates clés de l'histoire religieuse en Pologne

c.

Nom du site	Racjonalista.
Lien	http://www.racjonalista.pl/kk.php/d,19/q,Prawo.wyznaniowe
Présentation,	Site regroupant plusieurs articles concernant entre autres les relations entre l'Etat polonais et l'église, la situation juridique des religions en Pologne,
Partie pertinente	question de la liberté de conscience et bien d'autres (en polonais).
Type de ressource	Support informatique pour les enseignants.

d.

Nom du site	Zespół Szkół Integracyjnych nr 1 w Katowicach (Groupement scolaire n°1 à Katowice, Pologne).
Lien	http://www.zsi1katowice.pl/index.php/36-a-ske/1186-prawa-dziecka
Présentation,	Présentation des domaines de l'organisme : groupement scolaire (école primaire et collège) – sur le site de l'école, il y a un onglet consacré aux droits de l'enfant.
Partie pertinente	
Type de ressource	Présentation du type de ressources pédagogiques : scénarios des leçons, petit livre illustré, chansons, coloriages (en polonais).

e.

Nom du site	Profesor.pl serwis edukacyjny (site éducatif)
Lien	http://www.profesor.pl/publikacja,2099,Scenariusze,Dziecko-i-jego-prawa-scenariusz-lekcji-wychowawczej
Présentation,	site éducatif destiné aux enseignants et aux élèves.
Partie pertinente	Présentation du type de ressources pédagogiques : scénarios des leçons sur les droits de l'enfant (en polonais).
Type de ressource	

f.

Nom du site	Défenseur polonais des droits de l'enfant.
Lien	http://brpd.gov.pl/scenariusze-zajec
	http://brpd.gov.pl/scenariusze-zajec-konkurs
Présentation,	Défenseur polonais des droits de l'enfant.
Partie pertinente	
Type de ressource	Scénarios des leçons liées aux droits de l'enfant (en polonais).

g.

Nom du site	Encyclopédie Larousse.
Lien	http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Chopin/113503
Présentation, Partie pertinente	Brève note bibliographique sur Frédéric Chopin.
Type de ressource	

h.

Date	2009/2010/2007
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=QO8V727WsMg https://www.youtube.com/watch?v=u4Gm9zDIcOI https://www.youtube.com/watch?v=g2r7skqSkNM&feature=youtu.be
Présentation, Partie pertinente	<i>Fantaisie Impromptu</i> WN 46, op. 66/ <i>Fantaisie A-dur sur les sujets polonais</i> , op. 13/ <i>Grand valse brillante</i> in E-flat major, op. 18 Auteur : Janusz Olejniczak/ Kun Woo Paik, Antoni Wit/ non mentionné.
Type de ressource	Quelques exemples de la musique de Chopin.

i.

Date	2016
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=DiXMHp8MdZg
Présentation, Partie pertinente	<i>Madzia komunia (La première communion de Madzia)</i> : film sur la première communion en Pologne.
Type de ressource	

SEQUENCES VIDEO ET FILMOGRAPHIE

1. C'est quoi la laïcité ?

Nom de la ressource	C'est quoi la laïcité ?
Lien	http://www.1jour1actu.com/info-animee/cest-quoi-la-laicite/
Présentation, Partie pertinente	<i>1jour1actu</i> explique en vidéo certains principes de notre société comme, par exemple, la laïcité. En France, la religion ne doit pas intervenir dans les affaires de l'État.
Type de ressource	Séquence vidéo.

2. C'est quoi la liberté d'expression ?

Nom de la ressource	C'est quoi la liberté d'expression ?
Lien	http://www.1jour1actu.com/info-animee/cestquoila-liberte-dexpression/
Présentation, Partie pertinente	Le 3 mai, c'est la Journée mondiale de la liberté de la presse. L'occasion de rappeler l'importance et la nécessité de la liberté d'expression. Lors de l'attentat contre l'hebdomadaire <i>Charlie Hebdo</i> , le 7 janvier 2015 à Paris, la liberté d'expression a été attaquée. Ce journal satirique est réputé pour sa liberté de ton et ses caricatures. <i>1jour1actu</i> aide à comprendre les notions de liberté d'expression et de liberté de la presse. Pour débattre en classe de la liberté d'expression.
Type de ressource	Séquence vidéo.

3. Reportage sur le film « Ni dieu ni maître » de N. Feni

Nom de la ressource	Reportage du film ni dieu ni maitre.
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=yXf8FF5as7w#action=sharee
Présentation, Partie pertinente	La réalisatrice tunisienne, Nadia Feni, réalisatrice du film "Ni Allah, ni maître" est la nouvelle cible des islamistes radicaux. Ses « crimes » : poser la question de la place de la religion dans son dernier film et, surtout, s'être déclarée athée. Lors de l'événement « Touche pas à mes créateurs » organisé par le collectif associatif Lam Echaml, une centaine de salafistes du mouvement (non autorisé) Hizb Ettahrir ont saccagé la salle CinemAfricArt, sauvagement attaqué son directeur et menacé le public pour empêcher la projection du film.
Type de ressource	Séquence vidéo. Youtube.

4. Janusz Korczak, père des Droits de l'Enfant

Date	1990
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=jeim1b2tMqc
Présentation, Partie pertinente	<i>Korczak</i> : film sur la vie de Janusz Korczak, père des droits de l'enfant (sous-titré en français). Réalisateur : Andrzej Wajda.
Type de ressource	

5. Les enfants du roi Mathias

Date	2012
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=DBJ5_sD0IWo
Présentation, Partie pertinente	Les enfants du Roi Mathias : extraits des spectacles des ateliers des enfants d'après le roman <i>Le roi Macius 1^{er}</i> présentés à Paris, Varsovie, Goma et Béni (au Congo, RDC).
Type de ressource	Ces productions sont le résultat du programme franco/polonais et international MATHIAS-2012 proposé par l'AFJK sur les droits de l'enfant et

	la citoyenneté à partir de l'adaptation du roman de Janusz Korczak « Le Roi Mathias Ier ».
--	--

5. Le Yoga du Rire

Date	2012/ 2013/ 2013
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=fYYakvP6cBE https://www.youtube.com/watch?v=LZUEsR9g8Nw https://www.youtube.com/watch?v=CYTdp-yC0og
Présentation,	3 documents vidéo : <i>Une séance de yoga... du rire/ Séance rire libre – rire sans raison – vidéo 1/ Séance rire libre... vidéo 2.</i>
Partie pertinente	Auteurs : Quintonie / Fanny Rire / Fanny Rire
Type de ressource	Le yoga du rire – les exemples des activités.

6. Film d'animation sur l'exclusion

Date	2014
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=7o2gk0bS2Pw
Présentation,	<i>Quatre petits coins de rien de tout</i> : film d'animation éducatif pour les plus petits portant sur la différence et l'exclusion réalisé par les élèves de CE2 de Chanceaux sur Choisille d'après l'album de Jérôme Ruillier.
Partie pertinente	
Type de ressource	

7. Spectacle de l'ombre

Date	2014
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=rSGngIfWTYI&feature=youtu.be
Présentation,	<i>Prawa dziecka (Les droits de l'enfant)</i> : spectacle de l'ombre (il n'y a presque pas de paroles - les images parlent - à utiliser à l'international).
Partie pertinente	
Type de ressource	

8. Jojo, Collectionneur

Date	2015
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=VBEJWi9FjCY
Présentation,	Jojo – collectionneur : dessin animé sur les aventures d'un petit garçon (en français).
Partie pertinente	Auteur : Laid Sda.
Type de ressource	

9. La CDE, en Polonais

Date	2016
Lien	https://www.youtube.com/watch?v=ZNdocWRONyo&feature=youtu.be
Présentation,	<i>Konwencja praw dziecka (La convention des droits de l'enfant)</i>
Partie pertinente	La convention des droits de l'enfant en illustrations simplifiées (en polonais).
Type de ressource	

10. Filmographie

- *La vie des autres*, Florian Henckel von Donnersmarck, 2006
- *La vague*, Dennis Gansel, 2008
- *Truman Show*, Peter Weir, 1998
- *La planète des singes : les origines*, de Rupert Wyatt, 2012
- *Hannah Arendt*, Margarethe von Trotta, 2013

DESSINS ET POSTERS

1.

Date	Non mentionnée
Lien	http://www.dabrowatar.pl/wp-content/uploads/2015/11/Prawa-dziecka.jpg
Présentation,	<i>Prawa dziecka (Les droits de l'enfant)</i> : affiche illustrant les principaux droits des enfants en polonais du Bureau du Défenseur polonais des droits de l'enfant.
Partie pertinente	
Type de ressource	

2.

Nom du site	Melimelune
Lien	http://www.melimelune.com/2012/05/17/instruction-civique-les-droits-de-lenfant/
Présentation,	Blog pédagogique – ressources et idées pour les écoles.
Partie pertinente	
Type de ressource	Poster avec les principaux droits de l'enfant.

3.

Date	Non mentionnée
Lien	http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/moins_de_18_ans_tu_as_des_droits.pdf
Présentation,	Moins de 18 ans- tu as des droits ! : affiche récapitulant les principaux droits des enfants en français.
Partie pertinente	Auteur : les Défenseurs (français) des Droits.
Type de ressource	

4.

Nom de la ressource	Cartooning for peace
Lien	http://www.cartooningforpeace.org/
Présentation, Partie pertinente	Cartooning for Peace est un réseau international de dessinateurs de presse engagés qui combattent, avec humour, pour le respect des cultures et des libertés .
Type de ressource	Dessins de presse.

